

Daniel Bensaïd

L'énigme théorique et les marxistes Un livre d'Enzo Traverso

Précieux livre que celui d'Enzo Traverso : *Les Marxistes et la question juive* ^{1/}. De 1843 (*La Question juive* de Marx) à 1943 (*La Conception matérialiste de la question juive* d'Abraham Léon), il soumet les marxistes à l'épreuve de cette énigme théorique, à l'intersection du matérialisme historique et de la question nationale. Son travail, clair et méticuleux, brillant et honnête, met le doigt sur les faiblesses, les questions sans réponses, les ratés de la théorie et les bégaiements de la pratique. Il fait avancer la question. En la faisant rebondir !

L'optimisme assimilationniste

Heureux ancêtres, qui pouvaient croire à l'universalisation effective de la planète par l'extension de l'échange monétaire et de la production marchande, jusqu'à l'extinction en douceur, quasi naturelle, des singularités nationales. Dans ce sens unique de l'histoire, les communautés juives, privées de leur fonction sociale dans les intervalles de la mosaïque féodale, étaient vouées à une assimilation inéluctable et progressiste. Et, « puisque le capitalisme était porteur de l'assimilation, les Juifs qui conservaient une conscience ethno-culturelle propre étaient perçus comme réactionnaires et anachroniques » (page 29).

Pourtant, les pogromes à l'Est, l'affaire Dreyfus en France, vinrent poser une lourde hypothèque sur cet optimisme assimilationniste.

^{1/} Enzo Traverso, *les Marxistes et la question juive*, La Brèche, juillet 1990.

L'assimilation bloquée renvoie alors comme un boomerang la question de la nation introuvable. Étrange cas d'espèce pour « les marxistes » que cette « nation » sans attributs. Pour eux, la nation moderne n'est pas une donnée minérale ou zoologique, mais un produit historique, celui du développement du marché et de son unification dans le cadre de l'État-nation. Que faire alors d'une « nation » sans État ni territoire ?

« En Europe orientale, seul un noyau restreint de l'intelligentsia put véritablement s'assimiler. Ici, la lutte pour l'émancipation avait plutôt tendance à se confondre avec une prise de conscience nationale. Le mouvement ouvrier juif incarna cette aspiration, en essayant de l'harmoniser avec l'internationalisme et l'universalisme de la tradition socialiste : le résultat fut l'élaboration d'un complexe de théories et de courants de pensée que l'on pourrait réunir sous la définition de judéo-marxisme. À l'attitude assimilationniste presque unanime des marxistes allemands et autrichiens, correspondait une pluralité d'approches de la question juive de la part des marxistes de l'empire russe : l'assimilationnisme des sociaux-démocrates russes et polonais, l'autonomisme national des bundistes et le nationalisme des sionistes. Pour Lénine, Martov, Trotski et Rosa Luxemburg, l'assimilation demeurait la tendance historique dominante, tandis que Vladimir Medem et Ber Borochov revendiquaient les droits des Juifs d'Europe orientale à une existence nationale propre... Ce qui faisait l'originalité des bundistes était leur tentative de penser différemment la nation. Vladimir Medem estimait que, avec le développement du capitalisme, nation et territoire coïncidaient de moins en moins. »

A contrario, on peut constater que les deux tentatives de territorialisation de la nation juive, la farce bureaucratique du Birobidjan

et la tragédie du sionisme en Palestine, aboutissent à des impasses historiques.

Face aux tentatives d'analyser la question juive en termes de nation déterritorialisée, l'orthodoxie dominante et assimilationniste de Kautsky s'appuie sur une élucidation de la question juive en termes de peuple-caste, par référence aux « peuples commerciaux de l'Antiquité » évoqués par Marx dans *Le Capital*, qui vivaient « comme les dieux d'Épicure dans les Intermundia, ou plutôt comme les Juifs dans les pores de la société polonaise ». En développant le concept de peuple-classe, Abraham Léon reprend pour une part et actualise la démarche de Kautsky et en partage les lacunes.

Kautsky constate que le peuple juif perd à travers l'histoire ce qui aurait pu le fonder comme nation moderne, la langue commune et le territoire, pour ne garder comme ciment que la fonction économique dans les pores de la société précapitaliste. En ce sens il s'apparente à une caste. Abraham Léon préfère le concept de classe, à bien y regarder plus discutabile encore. Non seulement parce qu'il ne rend pas compte, ainsi que le relevait déjà Maxime Rodinson, de plusieurs siècles de permanence du peuple juif, mais encore parce que la reproduction fermée d'une fonction sociale spécifique s'apparente davantage à la société hiérarchique traditionnelle qu'à la société de classe ouverte moderne. Caste ou classe, le seul destin de ce peuple déraciné est de s'engloutir dans l'universalité tronquée des nations dotées de tous les attributs linguistiques et territoriaux dûment recensés.

Le mur imprévu du génocide

Pourtant, l'histoire est plus rusée que ne l'imagine cette philosophie évolutionniste de l'histoire et du progrès de la raison universelle. La notion de nation elle-même est tributaire des

bifurcations de cette histoire non linéaire. L'optimisme assimilationniste vient ainsi se fracasser sur le mur imprévu du génocide. «Le génocide fut, en dernière analyse, le produit de cette combinaison de l'idéologie raciste avec la rationalité instrumentale et la technologie meurtrière du capitalisme. Toutefois, il était impossible d'envisager une telle combinaison si l'on interprétait l'histoire comme un développement linéaire des forces productives» (page 33). Pour être complet, il faut ajouter au génocide la déconvenue de «l'assimilation socialiste et internationaliste», elle aussi barrée par l'antisémitisme bureaucratique stalinien. Entre nazisme et stalinisme, entre les deux tragédies monstrueuses du siècle, «la question juive» bégaie pathétiquement au lieu de s'éteindre en silence.

Elle rebondit après la Shoah, plus fort encore et plus haut qu'elle n'avait rebondi au début du siècle, après le pogrome de Kichinev et le procès Dreyfus, donnant naissance au mouvement sioniste, tandis que nombre d'intellectuels juifs se tournaient vers le mouvement socialiste pour exprimer leur double refus de l'antisémitisme et d'un judaïsme identitaire. Pour nombre d'entre eux, une sorte de communisme libertaire exprime le dépassement internationaliste de l'antinomie judéité/antisémitisme, en même temps que le refus obstiné de l'État, dans la tradition d'une communauté sans État.

Les «clichés positivistes de la II^e Internationale» se trompaient sur la dynamique historique de la question juive. Réduisant l'antisémitisme à un résidu du passé, ils sous-estimaient ses métamorphoses et les potentialités d'un antisémitisme moderne (page 88). Or, «sur le plan idéologique, l'antisémitisme marquait le passage de la judéophobie traditionnelle de coloration religieuse à une forme nouvelle, raciste,

de haine contre les Juifs... La transition de l'antisémitisme religieux à l'antisémitisme racial n'avait pas seulement des implications formelles : si le premier visait à la conversion des juifs le deuxième se dressait directement contre l'assimilation.» L'antisémitisme n'était plus dès lors une idéologie archaïque vouée à dépérir, mais bien «l'expression d'une barbarie moderne» : «Le génocide présupposait la combinaison du racisme impérialiste et de la rationalité instrumentale du système industriel moderne. Le nazisme put concevoir et réaliser l'extermination industrialisée des Juifs à une époque où la haine raciale disposait d'un pouvoir destructif immense. La fusion de la biologie raciale avec la technique moderne est la clé pour comprendre le génocide juif et son caractère unique dans l'histoire.» (page 224).

Le même aveuglement positiviste sur le cours mécanique du progrès a enfin conduit à ne voir dans le sionisme naissant qu'une utopie éphémère condamnée par le sens de l'histoire.

Une question nationale juive ?

À moins de s'en tenir à une définition étroitement normative de la nation force est bien de constater qu'il n'existe pas seulement une question juive, mais bien une question nationale juive. En raison de déterminations essentiellement historiques. Relisant Ber Borochov et Medem, Traverso tend prudemment à en convenir.

En ce qui concerne les Juifs d'Europe orientale, l'idée semble admise de longue date dans le mouvement ouvrier, quoique non sans hésitation et contradictions. En se définissant comme «panrusse» le congrès constitutif du POSDR de 1898, dont trois délégués sur neuf sont membres du Bund juif, le reconnaît de fait. Cependant, pour les bundistes, plutôt

qu'une formation socio-économique, la nation demeure avant tout une entité culturelle. À la différence de Doubnov, Vladimir Medem ne prend guère en considération le rôle des «superstructures» religieuses dans la perpétuation de la nation : le judaïsme est aussi un système juridique contraignant et un principe non prosélyte de délimitation «du peuple élu». Ici, Spinoza l'avait bien compris, la religion fonde l'État. C'est d'ailleurs pourquoi Doubnov a une compréhension plus large de la nation juive et critique le «chauvinisme linguistique» de son identification à la *yidishkeit*.

La réticence à admettre la réalité de la question juive en tant que question nationale (Rosa Luxemburg s'y refusait catégoriquement) s'enracine aujourd'hui dans une difficulté non plus d'ordre théorique, mais directement politique. Ne serait-ce pas, d'une façon ou d'une autre, légitimer le projet sioniste, fut-ce sous la version gauche de Ber Borochov, prétendant remettre sur sa base productive la pyramide inversée de cette nation commerçante à l'intelligentsia hypertrophiée.

La démarche du Bund encourageait à explorer d'autres voies. La reconnaissance de cette nation culturelle, par opposition à une définition raciale ou territoriale de la nation, ne débouchait pas sur une revendication d'enracinement sur un lopin de terre. Chaim Jitlovsky, qui en 1896 traduisit et publia en yiddish *Le Manifeste communiste*, fut le premier à évoquer une «autonomie nationale juive dans la diaspora». Pour les bundistes plus généralement, la question nationale juive ne pouvait être résolue ni par l'assimilation ni par l'émigration en Palestine. Leur conception d'une nation diasporique et culturelle n'avait rien à voir avec le territorialisme et l'étatisme sioniste.

Alors que Lénine s'en tenait à l'alternative posée par Engels entre «assimilation des

nations sans histoire » ou « séparation des nations historiques », la théorie de l'autonomie nationale exprimait une tentative de dépasser cette contradiction (page 151). Enzo Traverso, qui le constate avec sympathie, n'en dit pas plus. Laisant à deviner s'il considère la tentative condamnée par l'histoire, bien que louable ; ou bien s'il songe qu'elle ouvrait une piste inexplorée mais possiblement féconde dans un monde de plus en plus internationalisé, où l'équation État = nation = territoire risque de faire régresser la question nationale vers la question ethnique.

Des questions ouvertes

Ce n'est pas la seule question que le livre de Traverso choisit de laisser honnêtement et franchement ouverte. Sa modestie savante est une forme de respect devant cette longue généalogie de marxistes sincères qui sont venus bredouiller devant l'énigme de la question juive, chacun apportant sa contribution sans pouvoir prononcer le dernier mot.

Il rappelle utilement qu'une des premières mesures adoptées par le gouvernement provisoire après février 1917 fut l'abrogation de la législation discriminatoire contre les juifs ; que Lénine, après avoir récusé l'idée de nation juive, finit par reconnaître la réalité nationale juive dans la Constitution soviétique ; que l'élection de Jakov Sverdlov à la présidence de la République fut une déclaration de guerre courageuse à l'antisémitisme. Quant à Trotski, s'il est vrai qu'il a évolué d'un optimisme assimilationniste à une position beaucoup plus prudente à la fin de sa vie, jusqu'à souligner, face à l'antisémitisme bureaucratique et à la menace nazie, le caractère national de l'*Ostjudenturn* et à proposer une solution territoriale au problème juif, peut-être Traverso prête-t-il à sa position plus de cohérence qu'elle n'en a ?

Son résumé de la tendance dominante du marxisme sur la question juive est tout à fait éclairant :

« a) la spécificité juive (ethnique, culturelle, religieuse) et sa permanence historique ont été réduites à la fonction économique réservée aux Juifs de l'Antiquité jusqu'à l'essor du capitalisme : le commerce ; sur cette base a été élaborée la conception des Juifs comme caste ou peuple classe ;

b) l'antisémitisme a été considéré d'abord comme un phénomène caractéristique de l'arriération sociale, comme une arme de propagande de la classe dominante pour détourner vers une mauvaise cible l'anticapitalisme des masses travailleuses et de la petite bourgeoisie : cette interprétation perdura lorsque l'antisémitisme s'implanta au cœur de l'Europe capitaliste, dans la période de l'entre-deux-guerres, devenant l'un des éléments constitutifs du régime nazi ;

c) dans une société économiquement avancée, l'antisémitisme devait disparaître au même titre que toute autre forme d'obscurantisme féodal, et la caste commerciale juive devait se dissoudre, l'altérité culturelle juive perdant ainsi son fondement matériel ;

d) l'émancipation juive d'Europe occidentale (en particulier de France) était prise comme modèle et transformée en paradigme historique ; l'assimilation devenait une sorte d'étape obligée dans l'évolution de toute société civile et s'intégrait dans l'idéologie du progrès qui définissait l'horizon culturel du marxisme positiviste de la II^e Internationale ;

e) l'inéluabilité historique de l'assimilation privait aussi le problème juif en Europe orientale de son caractère national ; la question juive était abordée comme problème économique et politique (le rôle du commerce juif, les conséquences de la législation

antisémite, etc.) ou comme question nationale du passé, jamais comme question nationale du présent ;

f) le sionisme était perçu comme une réaction nationaliste juive à l'antisémitisme et dénoncé pour son effet nuisible sur le prolétariat juif : coloniser la Palestine impliquait de renoncer à combattre le capitalisme dans la diaspora ; jusqu'en 1929, presque aucun marxiste ne prit conscience des conflits nationaux que la colonisation sioniste pouvait créer en Palestine [...]. »

Le livre de Traverso, qui parcourt un siècle entier, s'arrête avant la fondation de l'État d'Israël. En prolongeant ses interrogations, il serait légitime de se demander quel effet a sur la diaspora et la logique d'assimilation la création d'un État juif en Palestine. Ce dernier non seulement territorialise la question nationale mais repolarise autour de son destin la nation diasporique, dans la mesure même où les dirigeants sionistes prétendent parler non seulement au nom de l'État d'Israël mais au nom des victimes de l'holocauste et de la « communauté » juive en général.

Cette appropriation abusive ne justifie-t-elle pas que tout juif, religieux ou non, se sente responsable en tant que juif de leur dénier ce droit de parler en leur nom ? En ce cas, n'est-ce pas en assumant dans sa spécificité la question juive comme question nationale culturelle, contre la question nationale territorialisée, qu'il convient aussi de combattre le sionisme ?

Le livre de Traverso est une magnifique invitation à la réflexion théorique et pratique aussi bien sur le marxisme que sur ses lacunes, sur la question juive que sur la question nationale, et plus encore sur les mirages et les pièges de certaines philosophies de l'histoire.

Critique communiste n° 102-103, janvier-février 1991